

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'ÉDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

du

van

MARDI 26 AVRIL 2011

DINSDAG 26 APRIL 2011

Matin

Voormiddag

Le développement des questions commence à 10 h 41. La réunion est présidée par Mme Liesbeth Van der Auwera.

La **présidente**: La question n° 3760 de Mme Van Vaerenbergh est reportée à sa demande.

Mme Van Eetvelde est excusée, sa question n° 3851 est reportée.

La question n° 3887 de M. Balcaen, absent, est supprimée.

Sabine Laruelle, ministre (*en français*): Mme Gerkens me signale qu'elle reporte sa question n° 4025 à la semaine prochaine car je dois recevoir des informations complémentaires.

01 Question de M. Peter Logghe à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le départ de centres de recherche et de développement implantés en Belgique" (n° 4009)

01.01 **Peter Logghe** (VB): J'ai déjà obtenu dans l'intervalle quelques chiffres du ministre pour l'Entreprise et la Simplification à la suite d'une demande écrite sur les centres de recherche et de développement. Par cette question orale, j'entends examiner le thème sous un angle plus politique.

Un rapport de Deutsche Bank Research indique que de plus en plus de multinationales ouvrent des centres de recherche dans des pays à bas salaires. Les unités de production ouvrent ensuite leurs portes aisément. Quelque 90 % des principales entreprises technologiques disposent de centres de recherche et de développement à l'étranger.

La ministre connaît-elle ce rapport? Notre pays suit-il les chiffres de l'Union européenne ou la situation est-elle plus grave chez nous? Quelles mesures un ministre en affaires courantes peut-il prendre? Quelles mesures politiques un gouvernement bénéficiant de la plénitude de compétences devrait-il prendre pour maintenir davantage de centres de recherche et de développement dans notre pays?

01.02 **Sabine Laruelle**, ministre (*en néerlandais*): Je suppose qu'il s'agit du rapport qui figure sous le lien que je transmettrai à la commission.

Les entreprises multinationales qui produisent dans les pays à bas salaires sont sans cesse plus nombreuses à y installer également une unité de recherches. Si leur marché croît dans ces pays, il en va de même de la nécessité de rebondir rapidement face aux exigences de ce marché, opération difficile à organiser à partir d'un quartier général éloigné. Il s'agit dès lors très souvent de recherches appliquées, très

concrètes. Pratiquement toutes les grandes entreprises multinationales sont présentes en Chine qui leur offre un gigantesque marché en croissance.

En Belgique, 60 % des recherches développées par le secteur privé sont effectuées par des filiales d'entreprises étrangères. Cinquante entreprises s'adjugent l'essentiel de ces recherches. La Belgique, à l'image de la Chine, héberge par conséquent de grandes entreprises qui développent la recherche dans notre pays. La Belgique détient avec l'Irlande et la Hongrie un record européen dans ce domaine.

Nous sommes donc souvent tributaires des décisions prises dans les centres de décision à l'étranger. Ces décisions peuvent être avantageuses – je songe à la forte augmentation de la recherche dans le secteur pharmaceutique – ou désavantageuses, comme la suppression de la recherche dans le domaine des TIC. Des mesures fiscales fédérales, des mesures régionales, telles que le soutien à la recherche industrielle, ainsi que des mesures communautaires, telles que le soutien universitaire, ont contribué à rendre la Belgique plus attrayante en tant que pays de recherche.

Le soutien fiscal fédéral à la recherche se monte à quelque 700 millions d'euros. Un montant équivalent est également dégagé pour le soutien non fiscal. Un quart des subsides pour la recherche provient du niveau fédéral et le reste des niveaux régional et/ou communautaire.

Un gouvernement bénéficiant de la plénitude de compétences pourrait développer davantage encore les instruments fiscaux et par ailleurs mettre en œuvre d'autres instruments. Les autorités fédérales doivent avant tout veiller à ce que le cadre socioéconomique général reste attrayant pour les entreprises. L'administration de la politique scientifique envisage, en collaboration avec la FEB, d'évaluer les mesures d'aide fiscale à la recherche.

01.03 Peter Logghe (VB): La Belgique est donc un pays de pointe en matière de recherche et de développement, ce qui le rend évidemment aussi très vulnérable: les multinationales étrangères peuvent décider du jour au lendemain de fermer leurs centres de recherche et de développement dans notre pays.

La recherche et le développement sont effectués là où il existe des unités de production, notamment dans les pays à bas salaires. Il est donc vraiment question d'un glissement. Le soutien fiscal et universitaire revêt donc une importance capitale. J'espère que les compétences communautaires seront largement étendues en ce sens et que nous pourrions rapidement mettre sur pied une politique bénéfique pour les centres de recherche et de développement.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Annick Van Den Ende à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'accès à la profession de boulanger-pâtissier" (n° 3949)

02.01 Annick Van Den Ende (cdH): En décembre 2008, vous aviez indiqué que les dispositions relatives à l'accès à la profession fixées dans la loi-programme du 10 février 1998 visaient à veiller à ce que le "starter" possède une base de connaissances nécessaires à son activité et garantissant une protection suffisante au consommateur.

Par ailleurs, la loi prévoit que le Roi peut actualiser les réglementations arrêtées en vertu de la loi du 1^{er} mars 1976 réglementant la protection du titre professionnel et l'exercice des professions intellectuelles prestataires de services. Pour l'horeca, le plan PME a revu les exigences et prévu que les aptitudes professionnelles devaient être réformées pour simplifier les critères d'accès à la profession.

Avez-vous connaissance d'une différence entre les exigences professionnelles en Belgique et dans les pays voisins, entraînant un désavantage pour les prestataires belges, notamment les boulangers? Comptez-vous adapter les exigences pour permettre un exercice de la profession dans les meilleures conditions? Les dispositions actuelles garantissent-elles une concurrence saine entre les prestataires belges et étrangers? Une initiative législative est-elle prévue pour permettre aux petits indépendants de faire face à cette concurrence?

02.02 Sabine Laruelle, ministre (en français): Je ne connais pas la notion de "petit indépendant".

Nous ne disposons pas d'études comparatives sur les compétences requises pour la profession de boulanger-pâtissier dans l'Union européenne. Chez nous, la profession demande le maintien d'un accès rigoureux.

La directive européenne 2005/36/CE prévoit un système de reconnaissance des qualifications professionnelles sur l'ensemble du territoire européen. Si le professionnel européen veut s'installer chez nous de façon temporaire ou occasionnelle, il doit prouver qu'il respecte les règles de son pays d'origine (en l'absence d'accès à la profession, il doit prouver une expérience professionnelle de dix ans). S'il veut s'installer de façon permanente, il doit répondre à nos exigences d'accès à la profession. Il n'y a donc pas de distorsion de concurrence.

Depuis le début de mon mandat, l'accès aux secteurs de la construction, des véhicules à moteur, des soins aux personnes a été remanié. Pour l'horeca, le plan PME prévoyait une évaluation et une réforme des accès à la profession dans ce domaine. On a beaucoup travaillé avec le secteur en sachant qu'obtenir un consensus n'est pas aisé. En outre, voilà un an que le gouvernement est en affaires courantes et donc bloqué... En tout cas, dans le cadre de la réforme, un pan de l'accès à la profession doit être axé sur la sécurité alimentaire, à prendre en compte dès la formation de base.

02.03 Annick Van Den Ende (cdH): Le secteur de l'horeca et les indépendants – notamment les boulangers – m'ont fait part de leurs préoccupations.

Je ne dispose pas non plus de définition du "petit indépendant" Peut-être est-ce un abus de langage.

L'accès à la profession doit aller vers le haut, d'autant qu'ils en sont demandeurs. Cela reflète leurs craintes face à l'arrivée d'acteurs extérieurs n'ayant pas les mêmes contraintes.

02.04 Sabine Laruelle, ministre (*en français*): En Belgique, c'est l'accès à la profession belge qui prime.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le statut de conjoint aidant" (n° 3961)

03.01 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Début avril, l'UNIZO a publié des chiffres relatifs au nombre de conjoints aidants.

En 2003, on dénombrait encore près de 60 000 conjoints aidants. En 2009, ils n'étaient plus que 37 200. L'UNIZO préconise de remplacer le statut de conjoint aidant par un contrat de co-entrepreneur comportant un incitatif fiscal, afin de faire enregistrer les conjoints aidants comme des indépendants à part entière.

Pourquoi le nombre de conjoints aidants a-t-il diminué à ce point? Que pense la ministre de la proposition de remplacer le statut de conjoint aidant par un contrat de co-entrepreneur?

03.02 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): Il est vrai que le nombre de conjoints aidants a diminué entre 2003 et 2009.

En 2003, 64 424 conjoints aidants étaient recensés; ils n'étaient plus que 41 200 en 2009. Diverses raisons peuvent expliquer ce recul: la diminution du nombre de travailleurs indépendants affiliés dans des secteurs d'activité comme l'agriculture qui employait traditionnellement un grand nombre de conjoints aidants, la hausse du nombre d'associations de professions libérales, l'augmentation du nombre de sociétés et un changement de mentalité chez certaines femmes.

Le statut de conjoint aidant est entré en vigueur en 2003 et offre une couverture intégrale sous le maxi-statut, obligatoire depuis 2005, sauf pour les personnes nées avant le 1^{er} janvier 1956. Un groupe de travail du comité général de gestion a déjà débattu de ce statut. À l'époque, l'UNIZO avait déjà lancé l'idée du contrat de co-entrepreneur entre époux, mais les détails de ce type de contrat n'ont pas encore été abordés.

L'incident est clos.

04 Question de Mme Colette Burgeon à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le retard pris par le système européen Galileo" (n° 4043)

04.01 Colette Burgeon (PS): Ce 12 avril, la Chine a lancé le septième satellite de son système de positionnement Beidou. Ce système concurrencera en 2020 le GPS américain, le GLONASS russe et le futur Galileo européen. Beidou devrait être opérationnel en 2020, en même temps que Galileo, voire avant si la Commission tergiverse encore. De plus, l'Europe se met dans une position inconfortable pour les fréquences de la bande L réservée aux applications gouvernementales et aux mesures de haute précision.

Initialement prévu en 2008 puis repoussé en 2014, le déploiement complet de Galileo est désormais envisagé au mieux pour 2020. La raison de ce retard serait d'ordre financier: sur les 3,6 milliards d'euros, il en manquerait deux.

Est-ce exact? Un financement alternatif est-il envisageable? L'Europe ne manque-t-elle pas d'ambition si l'on considère que le marché de Galileo est évalué à plus de 240 milliards d'euros à l'horizon 2020? Quelle est la position de la Belgique dans ce dossier?

04.02 Sabine Laruelle, ministre (en français): En raison de problèmes d'organisation et de financement, le programme Galileo a en effet connu des retards importants, ce qui n'influencera nullement la performance du système, qui sera opérationnel en 2020, à condition évidemment que le financement complémentaire soit trouvé pour déployer les trente satellites.

La Commission prévoit actuellement un besoin supplémentaire de 1,86 milliard d'euros pour le développement complet du système. Cette question sera discutée au niveau des chefs d'État et au Parlement.

Les 3,4 milliards d'euros prévus actuellement pour la période 2007-2013 proviennent de différentes lignes budgétaires de l'Union.

En ce qui concerne le financement alternatif, Galileo devait initialement faire l'objet d'un financement pour deux tiers à charge du secteur privé. En 2007, cette solution s'est avérée irréalisable. Après négociations, un financement public a été trouvé. L'Union sera donc propriétaire du système. L'espoir de trouver un financement alternatif me semble ténu. C'est aux commissaires qu'il revient de faire des propositions. Mais je ne suis pas d'accord de dire comme vous que l'Europe manque d'ambition: le vrai test sera le test budgétaire!

La difficulté se situe au niveau de la mobilisation des moyens nécessaires. De plus, les estimations initiales étaient optimistes et les intérêts européens et nationaux doivent être conciliés. Ces facteurs ont conduit au retard du projet.

La Belgique, cinquième contributeur net de l'ESA, a toujours été un partenaire fiable de l'Agence, sans pour autant perdre de vue nos intérêts nationaux, puisque chaque euro investi nous rapporte au moins un euro pour nos centres de recherche et nos industries.

Je souhaite qu'une solution soit trouvée en urgence pour le financement. Dans le domaine spatial, entre le moment où l'on engage l'argent et le moment où l'on paie, il se passe parfois plusieurs années. Le système d'annuité budgétaire de l'Union européenne n'est pas toujours adapté aux besoins. Il faudrait peut-être créer des fonds pluriannuels pour certains programmes. Nous attendons donc les propositions de la Commission.

04.03 Colette Burgeon (PS): Il n'est donc pas sûr que le projet soit terminé pour 2020. Et les techniques évoluant très vite, il faudra peut-être l'adapter. Nos entreprises de pointe et nos centres de recherche y perdent, puisque le retour sur investissement est différé.

L'Europe ne peut pas rester à la traîne dans ce domaine important.

04.04 Sabine Laruelle, ministre (en français): Sur ce point comme sur la question budgétaire, je suis d'accord avec vous. C'est à l'aune des propositions budgétaires que je mesurerai l'ambition de la Commission. Beaucoup de commissaires lorgnent sur le budget de la politique agricole commune mais pour

ma part, il n'est pas question d'affaiblir cette politique pour en financer une autre. Il faudra être créatif pour trouver les moyens nécessaires.

L'incident est clos.

La **présidente**: Nous accueillons maintenant le ministre Paul Magnette pour la deuxième partie de la réunion.

Le développement des questions est suspendu de 11 h 13 à 11 h 30.

05 Question de M. Bert Wollants au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'évaluation de l'accord conclu avec les fournisseurs d'énergie et du code de conduite rédigé à leur intention" (n° 3856)

05.01 Bert Wollants (N-VA): En 2004, un code de conduite a été rédigé à l'intention des fournisseurs d'énergie en vue de renforcer la protection du consommateur. En 2006, des modifications y ont été apportées.

Une évaluation approfondie de ce code de conduite est-elle déjà disponible? Des violations du code ont-elles déjà été enregistrées? Une adaptation s'impose-t-elle?

05.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): En 2008, l'accord a une fois de plus été adapté en concertation avec les fournisseurs d'énergie afin d'améliorer la lisibilité de la facture énergétique. Depuis lors, l'administration a procédé à une nouvelle évaluation basée, d'une part, sur un examen des sites web des fournisseurs d'énergie et, d'autre part, sur les plaintes enregistrées par les services de contrôle.

Entre-temps, le service de médiation fédéral pour l'Énergie est également devenu opérationnel. Lorsqu'il est saisi de plaintes, ce service applique les règles définies dans l'accord sur le code de conduite. Il me paraît opportun d'évaluer d'abord le travail de médiation réalisé par ce service avant d'envisager une nouvelle adaptation de l'accord. Tant l'expérience pratique que l'expertise du SPF Économie revêtent toutes deux une très grande importance dans l'optique d'une évaluation et d'une adaptation éventuelle de cet accord.

La direction générale Contrôle et Médiation a reçu 2 763 plaintes en 2006, 5 630 en 2007, 4 129 en 2008, 2 734 en 2009 et 1 168 en 2010. Par conséquent, le nombre de plaintes n'a cessé de baisser depuis 2007.

Pour tirer des enseignements corrects de ces chiffres, il faudrait y ajouter ceux fournis par le service de médiation fédéral et par les services de médiation régionaux.

L'incident est clos.

La **présidente**: La question n° 3879 de Mme Musin est retirée.

06 Questions jointes de

- **M. Bert Wollants au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'importation de déchets nucléaires" (n° 3885)**
- **Mme Karin Temmerman au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'importation de déchets nucléaires en Belgique" (n° 3933)**
- **Mme Karin Temmerman à la ministre de l'Intérieur sur "l'importation de déchets nucléaires en Belgique" (n° 3934)**
- **Mme Catherine Fonck au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le traitement de déchets nucléaires allemands par Belgoprocess" (n° 3976)**
- **M. Kristof Calvo au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'importation de matériaux faiblement radioactifs en provenance d'Allemagne" (n° 4178)**

06.01 Bert Wollants (N-VA): Belgoprocess a obtenu le feu vert du gouvernement pour l'importation de 120 tonnes de déchets faiblement radioactifs de l'Allemagne. Il s'agit notamment de matériaux du secteur médical: des radiographies, des tabliers, etc.

Quand le gouvernement a-t-il pris la décision? Y a-t-il eu une concertation avec les Régions?

06.02 Karin Temmerman (sp.a): Pouvons-nous prendre connaissance de la décision formelle pour vérifier comment elle a été prise?

Pourquoi a-t-on décidé d'approuver ce dossier? L'importation est-elle conforme à la législation? Quelles précautions spécifiques seront prises pour que le transport se déroule en toute sécurité? Par quel itinéraire ces déchets seront-ils acheminés? Cette importation sera-t-elle la première d'une longue série?

06.03 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): 120 tonnes de déchets médicaux faiblement radioactifs en provenance d'Allemagne arriveront bientôt dans notre pays.

Quels arguments ont incité le ministre à autoriser ce transport? Cette autorisation ne dépasse-t-elle pas le cadre des affaires courantes? Quelles initiatives ont été prises pour informer le Parlement, l'opinion publique et les habitants de Mol et de Dessel? Le gouvernement a-t-il soumis la délivrance de cette licence à certaines conditions? Une convention a-t-elle déjà été conclue entre-temps?

Au cas où un nouveau gouvernement déciderait de ne pas importer ces déchets, quelles clauses le permettant ont été incluses dans cette convention? De tels déchets d'origine belge ont-ils déjà été retraités à l'étranger?

06.04 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Le 2 juin 2006, le Conseil des ministres de l'époque – qui bénéficiait, lui, de la plénitude de compétences! – avait approuvé la possibilité de faire retraiter des déchets étrangers dans les installations de Belgoprocess à Dessel à condition qu'un certain nombre de conditions strictes aient été remplies. Le 26 septembre 2006, le conseil d'administration de l'ONDRAF avait approuvé ces propositions.

L'ONDRAF a transmis les propositions aux autorités le 9 octobre 2006. Le 27 juin 2008, le conseil d'administration de l'ONDRAF a approuvé le règlement de procédure *Procedures and Regulations Belgoprocess NIRAS for Foreign Waste*. Une révision du règlement de procédure a été approuvée par le conseil le 25 juin 2010.

Le 27 juin 2008 ont été définis les grands principes de la convention-cadre entre l'ONDRAF et Belgoprocess relative au traitement de déchets radioactifs d'origine étrangère. Dans le même temps ont été fixés les principes généraux de la convention multipartite entre l'ONDRAF, Belgoprocess, le demandeur du traitement de déchets étrangers et le pays d'origine des déchets concernés. Dans cet accord, il convenait notamment de prévoir des garanties en ce qui concerne la récupération des déchets étrangers traités par le pays d'origine.

Les conditions fixées par le Conseil des ministres de juin 2006 et les trois documents mentionnés doivent garantir que le traitement de déchets étrangers dans les installations de Belgoprocess à Dessel se déroule dans les conditions de sécurité requises et moyennant des conditions économiques correctes.

En 2009, une demande a été introduite par l'entreprise allemande Nuclitec en vue du traitement de 120 tonnes de déchets faiblement radioactifs du secteur médical. La demande a été traitée conformément au règlement de procédure. Le dossier de demande a été soumis pour approbation au conseil d'administration de l'ONDRAF le 10 décembre 2010. Le conseil a constaté que les conditions stipulées avaient été totalement respectées et que l'avis de l'AFCN avait été pris en considération. À cet égard, l'Allemagne est tenue de récupérer les déchets radioactifs concernés après traitement. C'est la raison pour laquelle le conseil d'administration de l'ONDRAF a accepté le dossier de demande le 10 décembre 2010 et donné mandat en vue de la présentation du dossier à l'autorité de tutelle de l'ONDRAF.

Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification et moi-même avons reçu le dossier de l'ONDRAF le 13 décembre 2010. Le 3 mars 2011, en concertation avec la ministre de l'Intérieur, nous avons autorisé l'ONDRAF à signer le contrat entre les différentes parties pour le traitement du lot de déchets radioactifs allemands en question à Dessel.

Cette autorisation était assortie des conditions additionnelles suivantes. Premièrement, la priorité devait être systématiquement accordée au traitement et au conditionnement de déchets belges. Deuxièmement, un rapport semestriel doit être soumis au conseil d'administration de l'ONDRAF. Troisièmement, la comptabilité

analytique de Belgoprocess doit enregistrer clairement et séparément les coûts et les résultats de toutes les activités commerciales. Nous avons également insisté sur l'obligation pour Belgoprocess de répondre aux remarques formulées par l'AFCN dans le récent audit consacré à la sécurité de l'entreprise.

Le CILVA assure le traitement des déchets hospitaliers allemands. En raison du faible apport de déchets belges faiblement radioactifs, cela fait des années que les installations ne tournent pas à plein régime. Le traitement éventuel de déchets étrangers pourrait améliorer le taux d'utilisation des installations concernées. De plus, une partie des frais fixes peut ainsi être répercutée sur les déchets étrangers. Le traitement de déchets étrangers a par ailleurs une incidence positive sur l'emploi régional.

La licence d'importation requise ne peut être délivrée par l'AFCN que s'il a été satisfait à l'ensemble de la législation y afférente. Mme Turtelboom nous a remis l'avis favorable de l'AFCN le 10 février 2011. Il n'existe dès lors aucun problème de sécurité et les déchets concernés répondent aux conditions imposées. Préalablement à tout transport, l'AFCN doit délivrer la licence d'importation requise en respectant les conditions énumérées dans l'arrêté royal du 20 juillet 2001. Pour davantage d'informations à ce sujet, je vous renvoie à la ministre de l'Intérieur.

L'AFCN a également prévu un audit de conformité avant de délivrer la licence de transport. Par ailleurs, l'AFCN effectuera des inspections durant le transport.

Ce dossier ouvre-t-il la voie à davantage de transports ou s'agit-il d'une exception? Les dossiers de demande de traitement de déchets étrangers en Belgique sont évalués au cas par cas. La demande de traitement de 120 tonnes de déchets hospitaliers d'Allemagne constitue le premier dossier concret ayant fait l'objet d'une telle évaluation et satisfaisant à toutes les conditions. Belgoprocess a reçu d'autres demandes, mais ces dernières n'ont jusqu'à présent pas mené à un dossier de demande formel auprès de l'ONDRAF.

06.05 Bert Wollants (N-VA): C'est en effet la première fois que l'on étudie comment les déchets d'origine étrangère peuvent être traités ici. Je ne vois pas pourquoi nous ne le ferions pas, si nous possédons la capacité et l'expertise.

06.06 Karin Temmerman (sp.a): On ne sait pas encore clairement comment le Parlement et l'opinion publique seront informés à l'avenir de nouvelles demandes éventuelles. Les autorités locales seront-elles prévenues si le transport se déroule sur leur territoire?

06.07 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Ce transport est moins innocent qu'il n'y paraît et nous estimons que de telles décisions ne peuvent pas être prises en affaires courantes. Si la rentabilité économique devient le critère de décision en matière de déchets nucléaires, l'étape suivante sera rapidement franchie. Je remarque que c'est Belgoprocess et non l'AFCN, qui a déclaré que tout correspond à la législation. L'audit de sécurité de Belgoprocess réalisé par l'AFCN indique notamment qu'il n'existe pas de culture de sécurité, pas de politique en matière de sécurité incendie, une vision insuffisante concernant le matériel entrant. Ces observations ne sont quand même pas négligeables. Mon groupe est très préoccupé à ce sujet.

L'incident est clos.

07 Questions jointes de

- **Mme Karin Temmerman au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les avantages liés aux véhicules propulsés au diesel" (n° 3886)**
- **M. Bert Wollants au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le rapport sur les effets néfastes des moteurs diesel" (n° 3921)**
- **M. Joseph George au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le constat du rapport des ministres de l'Environnement relatif au diesel" (n° 3924)**
- **M. Willem-Frederik Schiltz au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la stratégie du gouvernement en matière de moteurs diesel" (n° 3972)**
- **M. Jef Van den Bergh au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'accord ministériel sur la politique en matière de carburant diesel" (n° 4027)**

07.01 Karin Temmerman (sp.a): La Belgique dépasse de quelque 43 % la norme européenne relative à la qualité de l'air qui devait déjà être atteinte en 2010. L'une des causes est la circulation routière. Nous devons

réduire au maximum l'utilisation de la voiture. Un autre problème est l'avantage fiscal accordé pour les voitures qui roulent au diesel. Le 31 mars 2011, une conférence a été organisée avec le ministre de l'Environnement sur la suppression des avantages liés aux voitures diesel.

Quelles propositions ont été formulées dans le rapport de cette conférence? Je n'en retrouve en tout cas pas trace dans le budget. Quelles mesures doivent être prises pour réduire l'utilisation des moteurs diesel? Une concertation a-t-elle eu lieu avec le secteur? Quel est le lien entre le groupe de travail qui doit se pencher sur cette question et la réduction relative à l'acquisition de véhicules respectueux de l'environnement?

07.02 Bert Wollants (N-VA): J'aimerais également savoir quelles propositions le ministre formulera sur la base des conclusions du rapport.

Quelles en sont les implications concrètes pour la politique fédérale de soutien des voitures diesel?

La politique relative à la gestion de la qualité de l'air est une compétence des Régions, qui agissent déjà en la matière. Comment les autorités fédérales pourront-elles renforcer la politique régionale plutôt que de la contrarier?

La commission pourrait-elle obtenir le rapport intégral?

07.03 Joseph George (cdH): Selon la presse, un rapport émanant des quatre ministres régionaux et fédéral de l'Environnement pointerait du doigt le diesel, qui serait plus nocif pour la santé et l'environnement que d'autres carburants. L'article évoque la nécessité de revoir la fiscalité sur les carburants, les primes CO₂ et le système de voitures de société.

Pouvez-vous fournir ce rapport aux parlementaires?

Quelles sont les pistes envisagées? Comptez-vous prendre rapidement des mesures concrètes?

07.04 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): En stimulant fiscalement l'acquisition de voitures à faible émission de CO₂, nous démontrons que le *green tax shift* a un effet qui n'est pas seulement dissuasif mais aussi rémunérateur.

Le moment est venu de porter notre regard au-delà de notre horizon immédiat. De plus en plus de voix s'élèvent pour que la Belgique substitue à son règlement actuel, qui prévoit l'octroi de subsides, un système de certificats d'émissions.

Quelle est la position adoptée par le ministre à cet égard? Dans quelle mesure sera-t-il tenu compte, dans le cadre des entretiens avec les secteurs et les autres gouvernements, des résultats de l'étude scientifique menée?

07.05 Jef Van den Bergh (CD&V): Après les études de la KUL et du VAB sur l'utilisation des voitures diesel, les ministres de l'Environnement ont également rédigé un document contenant une série de propositions telles qu'une meilleure répartition des accises sur les carburants, une refonte du système des bonus en matière d'émissions de CO₂ et l'adaptation de la taxation sur les voitures de fonction.

Quel est le statut de cet accord? Pourrait-il être fourni au Parlement? Une nouvelle concertation avec le secteur est-elle prévue? Quelles mesures sont proposées afin de lutter contre la propension des acheteurs de voitures neuves à acquérir un véhicule diesel plutôt qu'un véhicule à essence?

07.06 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): À l'initiative des Régions, ce problème a été abordé lors de la Conférence interministérielle de l'Environnement en raison du fait que la Belgique n'atteint pas les normes européennes en matière de qualité de l'air.

C'est la raison pour laquelle a été mis sur pied un groupe de travail chargé de se pencher sur des mesures visant à réduire les émissions polluantes des véhicules. Le 31 mars 2011, ce groupe de travail a fait parvenir à la conférence interministérielle une note ayant trait aux mesures fédérales en matière de transport. Lors de la prochaine réunion de ce groupe de travail, nous recevrons une note relative aux mesures régionales. Ce

n'est qu'alors que nous disposerons du rapport complet. Sitôt que le rapport complet sera prêt (probablement à l'automne), une concertation formelle avec le secteur aura lieu.

Il est mentionné clairement dans cette note que nous ne maîtrisons pas suffisamment les émissions polluantes du secteur du transport. Les autorités se doivent de prêter une attention accrue à l'augmentation du nombre de kilomètres parcourus et à l'évolution du parc automobile vers une prépondérance du carburant diesel. Des aménagements aux réductions de la taxation et aux accises seront proposés afin de faire en sorte que la politique fédérale participe aux efforts fournis par les Régions.

(*En français*) Les ministres régionaux de l'Environnement doivent soumettre la note à l'approbation de leurs gouvernements respectifs. Les ministres-présidents des Régions devront transmettre le document au premier ministre. La note, qui devrait être disponible en tant que document de travail lors de l'adoption formelle du procès-verbal de la Conférence interministérielle du 31 mars, constitue une étape vers une vision commune entre les entités fédérées et le niveau fédéral en matière de qualité de l'air.

07.07 Karin Temmerman (sp.a): L'augmentation de la taxe sur le diesel ne suffira pas pour une amélioration de la qualité de l'air. Il faut à cet effet un plan global pour stimuler l'usage des transports publics et de la bicyclette, ce qui impose une coopération avec les Régions.

07.08 Joseph George (cdH): Si nous voulons inciter nos concitoyens à des modes de chauffage ou de déplacement alternatifs, nous devons disposer rapidement d'éléments précis.

07.09 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): M. George m'ôte les mots de la bouche. Un changement de comportement s'impose et c'est pourquoi j'avais espéré connaître la vision personnelle du ministre concernant un système de certificats d'émission. Nous attendrons la note.

07.10 Jef Van den Bergh (CD&V): Le statut de la note est à présent clair. Quoi qu'il en soit, nous devons poursuivre la réflexion en commission. Nous avons également déposé un certain nombre de propositions, telles que la révision du système de bonus pour les voitures à faible émission de CO₂. Je considère pour ma part que les normes devraient être plus ambitieuses et faire une distinction entre le diesel et les autres carburants. Le gaz naturel, qui fait également l'objet d'une de nos propositions, ne reçoit guère d'attention dans ce contexte. Eu égard aux nombreux avantages qu'offre ce carburant, nous serons pourtant amenés à suivre cette piste également.

L'incident est clos.

08 Question de M. Willem-Frederik Schiltz au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les réseaux intelligents" (n° 3946)

08.01 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Le 4 avril, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a publié la *smart grids technology roadmap*. Il s'agit d'un rapport qui développe une vision consensuelle exprimée par plus de 200 universitaires, industriels, responsables publics et représentants des consommateurs à propos de la situation des réseaux intelligents et des prévisions sur leur utilisation jusqu'en 2050. À en croire l'AIE, les investissements dans les réseaux intelligents sont vitaux pour la poursuite du développement d'une énergie propre et abordable: ils peuvent en effet assurer la distribution efficace de l'électricité produite de manière décentralisée comme l'énergie éolienne et solaire. Ils peuvent en outre contribuer à la modération du prix de revient de l'électricité. C'est la raison pour laquelle l'AIE demande que tous les gouvernements développent dans ce domaine une politique cohérente, qui réserve également une part à la coopération internationale.

Où en est la Belgique dans ce domaine? Quels sont les projets pilotes mis sur pied? Dans quelle mesure la Belgique partage-t-elle déjà son expérience en matière de réseaux intelligents avec d'autres pays? Le ministre est-il disposé à miser pleinement sur ces réseaux?

08.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Les opérateurs de réseau belges participent aux projets de recherche et de démonstration, afin de développer et de tester la technologie pour les réseaux intelligents en collaboration avec les fabricants. Ils font appel à cet effet aux universités et aux centres de recherche étrangers et collaborent avec des collègues à l'étranger. Les opérateurs de réseau financent la majorité de

ces projets, avec le soutien des fonds européens.

La feuille de route technologique indique qu'outre la recherche et le développement, il convient également d'être attentif aux projets pilotes qui appliquent la technologie développée dans des circonstances réelles. Dix projets pilotes de ce type sont actuellement en cours en Belgique. Les autorités belges participent également à divers forums dans le cadre d'échanges de bonnes pratiques dans le domaine des réseaux intelligents.

Elia a pris l'initiative de mettre sur pied une coordination entre différents opérateurs de réseau. La reprise du réseau de transmission allemand a permis au groupe Elia d'avoir un accès direct à l'expérience du gestionnaire de réseau allemand. Elia est par ailleurs membre d'une association des quatorze plus grands opérateurs de réseau, ce qui lui permet d'échanger de l'expérience avec les plus importants acteurs au niveau mondial.

De nombreux projets pilotes sont organisés dans un cadre européen. Il est constamment procédé à un échange d'expérience et de connaissances. Des événements, auxquels la Belgique participe du reste toujours, sont régulièrement organisés.

08.03 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Toutes ces informations sont très encourageantes.

L'incident est clos.

09 Question de M. Bert Wollants au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les recommandations en matière de chauffage et d'isolation" (n° 3980)

09.01 Bert Wollants (N-VA): Le ministre entend élaborer d'ici 2015 de nouvelles normes pour les chaudières, l'isolation et les combustibles renouvelables. Il voudrait rendre plus sévères les normes applicables aux installations de chauffage, alors même qu'une étude récente montre que cette mesure n'est pas efficace en matière de coûts. Qu'en est-il de la transposition de la directive 2009/28? Le ministre annonce de nouvelles normes d'isolation alors que les Régions font le nécessaire par le biais de la législation relative aux performances énergétiques. Cette méthode ne me paraît pas efficace.

09.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): L'isolation de bâtiments doit permettre une réduction substantielle des émissions de polluants atmosphériques. Nous devons aboutir à des résultats tangibles aussi rapidement que possible.

Sur la base des inventaires régionaux, l'Agence fédérale de l'environnement du SPF Santé publique motivera de nouvelles normes d'émissions plus sévères pour les appareils de chauffage.

Je plaide en faveur d'efforts dans les secteurs où le rapport coût-efficacité sera le plus élevé. Si de nouvelles normes d'émission doivent être fixées, les appareils de chauffage fonctionnant au gaz, au mazout ou au moyen d'autres combustibles solides feront l'objet d'une étude.

Les bâtiments relèvent principalement des Régions, mais la mise sur le marché de produits et de matériaux constitue une compétence fédérale. En Belgique, il existe une réglementation complémentaire. En ce qui concerne l'impact écologique de produits, les autorités fédérales élaborent un système uniforme et univoque, conformément aux initiatives européennes. Les Régions pourront alors utiliser ces informations. Pour garantir la complémentarité, la DG5 du SPF Santé publique entretient des contacts étroits avec les services régionaux et des structures de concertation sont prévues.

Des actions complémentaires sont également menées au niveau européen. Au niveau des produits, il s'agit notamment de la directive Ecodesign et de la *Construction Products Regulation*, qui sont toutes deux pertinentes en matière de produits d'isolation. À l'échelon des bâtiments, il y a la Directive sur la prestation énergétique des bâtiments.

09.03 Bert Wollants (N-VA): En ce qui concerne les normes d'émission pour les installations proprement dites, le ministre veut cibler les endroits où une intervention aurait le meilleur rapport coût-efficacité. L'étude vise toutefois à mettre principalement l'accent sur la réduction de la consommation et moins sur l'application de normes spécifiques aux installations de chauffage.

Il serait effectivement souhaitable, pour les combustibles solides, de vérifier quelle est la part consommée pour leur production et les effets sur les émissions. Nous devons cependant également voir quels sont les critères de durabilité de la directive sur les énergies renouvelables.

Pour ce qui est des normes de production pour l'isolation, les performances énergétiques sont déterminées par l'ensemble de la maison ou du bâtiment. J'ignore si des normes obligatoires dans ce domaine apportent une plus-value spécifique.

L'incident est clos.

Le **président**: La réunion du Comité d'avis des Questions scientifiques et technologiques débute ici à 12 h 30 et le ministre doit par ailleurs nous quitter. Il nous reste du temps pour une question, la question n° 3981 de M. Schiltz.

09.04 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Les questions sur l'évaluation de la rente nucléaire par la BNB ne seront donc plus abordées. C'est inadmissible! Je comprends que le ministre ait d'autres rendez-vous, mais devoir lire tout et son contraire dans la presse depuis deux semaines sans pouvoir poser de questions en commission sur le rapport de la Banque nationale de Belgique n'est pas très sérieux.

Le **président**: Il nous reste du temps pour une dernière question.

09.05 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Le ministre ne fournira donc pas de plus amples explications sur le rapport de la Banque nationale.

Le **président**: En effet. Le Comité d'avis des Questions scientifiques et technologiques se réunira dans cette salle à 12 h 30.

09.06 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Je comprends mais, entre-temps, les journaux publient toutes sortes de réactions aux divers rapports et nous, parlementaires, ne pouvons pas poser de questions. Ce n'est tout de même pas sérieux!

10 Question de M. Willem-Frederik Schiltz au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la forte réduction de la capacité d'interconnexion des 4 et 5 février 2011" (n° 3981)

10.01 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): La capacité d'interconnexion contractuelle de l'énergie éolienne entre la Belgique, les Pays-Bas et la France a été radicalement réduite les 4 et 5 février. Le régulateur fédéral de l'énergie a examiné les causes et les conséquences de cette réduction de capacité. Cette réduction a été décidée par les gestionnaires de réseaux de transmission de la région *Community Wind Energy* (CWE). La réduction s'est élevée à 96 % dans notre pays et à 76 % en Allemagne. La CREG pense que la production éolienne élevée prévue dans le nord de l'Allemagne a été en partie à l'origine de cette situation. Des mesures ont montré que la production éolienne a été effectivement surévaluée.

Cette situation a un impact considérable sur notre économie étant donné qu'une erreur d'évaluation d'un jour n'a pas permis de réserver une capacité suffisante à l'étranger. Les problèmes de congestion entre l'Allemagne et la Belgique, déjà connus, ont provoqué une flambée des prix pratiqués.

Le ministre admet-il qu'il s'agit là de l'origine du problème? Peut-il expliquer pourquoi les acheteurs actifs sur le Belpex ont payé un prix plus élevé que ceux pratiqués en France et en Allemagne? Pourquoi la production a-t-elle fait l'objet d'une évaluation erronée? Sur quels éléments ces prévisions sont-elles fondées? Quels sont les dangers liés à des évaluations erronées? Comment éviter que pareilles erreurs se reproduisent?

10.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): La question est effectivement tout à fait pertinente puisque le risque de congestion était réel: sur la base de prévisions extrêmement élevées relatives à l'énergie éolienne pour les 4 et 5 février dans une partie du réseau allemand, le gestionnaire de réseau en question a amplement insisté sur le risque de surcharge du réseau. Ce risque de congestion n'a pu être compensé que par des actions locales déployées dans le centre de l'Europe occidentale. Face à la réduction de la capacité, le marché belge a plus ou moins réagi comme un marché isolé, avec une hausse des prix occasionnée par le volume limité de l'offre et de la demande. Ces événements soulignent l'importance du couplage des

marchés, un mécanisme appliqué avec succès depuis plus de quatre ans.

Pour ce qui concerne les chiffres, les moyennes de production, mais aussi les prévisions de la vitesse maximale du vent, exceptionnelle dans ce cas précis, doivent être prises en considération. Le mécanisme de couplage du marché a permis de disposer d'une offre et d'une demande élargies qui, associée à la capacité d'interconnexion disponible, a permis de réaliser des transactions économiques plus avantageuses.

Il s'agit ici de faire coïncider une demande et une offre accrues par une meilleure utilisation des capacités d'interconnexion. Les avantages du système ont été abondamment démontrés depuis 2006 avec une convergence significative des prix de l'électricité sur les marchés concernés.

10.03 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): L'interconnexion des marchés belge et néerlandais favorise la stabilité et la solidarité, mais il faut bien sûr aussi envisager le marché physique. C'est pourquoi je préférerais que le ministre s'attelle à créer une capacité d'interconnexion supplémentaire à travers les Ardennes. Nous pourrions ainsi avoir un marché de l'électricité ou un marché de gros "plus liquide" en Belgique, au lieu de nous contenter de travailler sur les mécanismes du marché.

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est levée à 12 h 39.

De behandeling van de vragen vangt aan om 10.41 uur. De vergadering wordt voorgezeten door mevrouw Liesbeth Van der Auwera.

De **voorzitter**: Vraag nr. 3760 van mevrouw Van Vaerenbergh wordt op haar verzoek uitgesteld.

Mevrouw Van Eetvelde liet zich verontschuldigen, haar vraag nr. 3851 wordt uitgesteld.

De heer Balcaen is afwezig en zijn vraag nr. 3887 wordt derhalve geschrapt.

Minister **Sabine Laruelle** (*Frans*): Mevrouw Gerkens laat me weten dat ze haar vraag nr. 4025, waarvoor ik nog bijkomende informatie inwacht, uitstelt tot volgende week.

01 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "het vertrek van O&O-vestigingen uit België" (nr. 4009)

01.01 Peter Logghe (VB): Van de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen heb ik ondertussen, na een schriftelijke vraag over de centra voor onderzoek en ontwikkeling, al wat cijfers gekregen. Met deze mondelinge vraag wil ik het thema meer politiek benaderen.

Uit een rapport van Deutsche Bank Research blijkt dat steeds meer multinationals onderzoekscentra openen in lagelonenlanden. De productie-eenheden volgen dan gemakkelijk. Zowat 90 procent van de grootste technologische bedrijven heeft onderzoeks- en ontwikkelingsvestigingen buiten het moederland.

Kent de minister dit rapport? Volgt ons land de cijfers van de Europese Unie of is de toestand bij ons erger? Welke maatregelen kan een minister van lopende zaken nemen? Welke politieke maatregelen zou een regering met volheid van bevoegdheid moeten nemen om meer onderzoeks- en ontwikkelingscentra in ons land te houden?

01.02 Minister Sabine Laruelle (*Nederlands*): Ik vermoed dat het gaat om het rapport dat terug te vinden is op de link die ik de commissie zal bezorgen.

Steeds meer multinationals met een productie in de lagelonenlanden richten daar ook een onderzoeksafdeling op. Als hun markt er groeit, groeit immers ook de behoefte om snel op de eisen van die markt te kunnen inspelen, wat moeilijk te organiseren is vanuit een ver hoofdkwartier. Het gaat daardoor vaak om zeer toegepast en concreet onderzoek. Zo zijn bijna alle grote multinationals aanwezig in China, dat een enorme groeiemarkt biedt.

In België wordt 60 procent van het onderzoek in de privésector uitgevoerd door filialen van buitenlandse ondernemingen. Vijftig bedrijven zijn verantwoordelijk voor het leeuwenaandeel van dit onderzoek. België is dus, zoals China, gastland voor grote ondernemingen die hier onderzoek doen. Samen met Ierland en Hongarije is België daarmee recordhouder in Europa.

We zijn dus vaak afhankelijk van beslissingen die in buitenlandse beslissingscentra genomen worden. Die kunnen voordelig zijn – denk aan de sterke toename van het onderzoek in de farmaceutische sector – of nadelig, zoals het verdwijnen van ICT-onderzoek. Federale fiscale maatregelen hebben er de laatste jaren toe bijgedragen dat België aantrekkelijker geworden is als onderzoeksland. Ook regionale maatregelen droegen daartoe bij, zoals de steun aan het industrieel onderzoek, evenals gemeenschappelijke maatregelen, zoals de universitaire steun.

De federale fiscale steun aan het onderzoek bedraagt ongeveer 700 miljoen euro, ongeveer evenveel als de niet-fiscale steun. Een kwart van de onderzoekssubsidies bevindt zich op federaal niveau, de rest op regionaal en/of gemeenschapsniveau.

Een regering met volheid van bevoegdheden zou nog verder kunnen gaan in het uitwerken van fiscale instrumenten en zou daarnaast andere instrumenten kunnen inschakelen. De federale overheid moet er vooral voor zorgen dat het algemene sociaaleconomische kader attractief blijft voor ondernemingen. De administratie voor wetenschappelijk beleid overweegt, in overleg met het VBO, een evaluatie van de fiscale onderzoekssteun.

01.03 Peter Logghe (VB): België is dus een topland op het vlak van onderzoek en ontwikkeling. Dat maakt ons natuurlijk ook heel kwetsbaar: buitenlandse multinationals kunnen met een eenvoudige druk op de knop ervoor zorgen dat hun onderzoeks- en ontwikkelingscentra weer uit ons land verdwijnen.

Onderzoek en ontwikkeling gebeuren waar er productie-eenheden zijn, namelijk in de lagelonenlanden. Er is dus wel degelijk sprake van een verschuiving. Fiscale en universitaire steun zijn zeer belangrijk. Ik hoop dat de gemeenschapsbevoegdheden in die zin sterk worden uitgebreid en dat we snel een beleid op poten kunnen zetten waar de onderzoeks- en ontwikkelingscentra beter van worden.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van mevrouw Annick Van Den Ende aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "de toegang tot het beroep van bakker-banketbakker" (nr. 3949)

02.01 Annick Van Den Ende (cdH): In december 2008 vermeldde u dat de in de programmawet van 10 februari 1998 vastgelegde bepalingen betreffende de toegang tot het beroep ervoor moesten zorgen dat starters over de nodige basiskennis zouden beschikken om hun activiteit te kunnen uitoefenen, en dat de consument voldoende zou worden beschermd.

De wet bepaalt voorts dat de Koning de reglementeringen, vastgesteld krachtens de wet van 1 maart 1976 tot reglementering van de bescherming van de beroepstitel en van de uitoefening van de dienstverlenende intellectuele beroepen, kan actualiseren. Met het kmo-plan werden de beroepsvereisten voor de horeca herzien en zouden de regels inzake de beroepsbekwaamheid hervormd worden om de criteria voor de toegang tot het beroep te vereenvoudigen.

Gelden er bij uw weten verschillende beroepsvereisten in België en in de buurlanden, wat nadelig zou uitvallen voor de Belgische dienstverleners, meer bepaald de bakkers? Zal u de vereisten aanpassen opdat het beroep in de best mogelijke omstandigheden kan worden uitgeoefend? Garanderen de huidige bepalingen een gezonde concurrentie tussen Belgische en buitenlandse dienstverleners? Zal er een wetgevend initiatief genomen worden om de kleine zelfstandigen in staat te stellen die concurrentie het hoofd te bieden?

02.02 Minister Sabine Laruelle (Frans): Het begrip 'kleine zelfstandige' ken ik niet.

Wij beschikken niet over vergelijkende onderzoeken over de vereiste competentieprofielen voor het beroep van bakker-pâtissier in de Europese Unie. Bij ons vraagt de sector het behoud van stringente regels

betreffende de uitoefening van het beroep.

De Europese richtlijn 2005/36/EG voorziet in een regeling voor de erkenning van beroepskwalificaties over het hele grondgebied van de Unie. Indien een migrerende Europese beroepsbeoefenaar tijdelijk of incidenteel diensten wil verrichten in België, moet hij bewijzen dat hij de voorschriften van zijn land van herkomst in acht neemt (indien het beroep niet gereguleerd is, moet de dienstverrichter aantonen dat hij de betrokken werkzaamheden gedurende tien jaar heeft uitgeoefend). Wil hij zich permanent vestigen, dan moet hij aan onze vereisten om het beroep te mogen uitoefenen voldoen. Er is dus geen sprake van distorsie.

Sinds mijn aantreden als minister werden de regels voor de uitoefening van de beroepen in de bouwsector, de sector van de motorvoertuigen en de zorgkunde herschreven. Voor de horeca behelsde het kmo-plan een evaluatie en een hervorming van de regels voor de toegang tot de beroepen. Er werd uitvoerig overlegd met de sector, in de wetenschap dat het niet gemakkelijk is om een consensus te bereiken. We hebben nu al een jaar een regering van lopende zaken, die dus aan handen en voeten gebonden is ... Hoe dan ook moeten de voorschriften voor de uitoefening van het beroep in het kader van de hervorming onder meer focussen op de voedselveiligheid, die reeds in de basisopleiding een prominente plaats moet krijgen in het curriculum.

02.03 Annick Van Den Ende (cdH): De horeca en de zelfstandigen – en dan met name de bakkers – hebben hun ongerustheid uitgedrukt.

Ik kan u evenmin een definitie geven van de 'kleine zelfstandige'. Misschien heb ik dat woord verkeerd gebruikt.

De lat moet hoger gelegd worden voor de toegang tot het beroep; de sector vraagt dat trouwens zelf. De mensen in het vak vrezen immers dat externe actoren die niet aan dezelfde vereisten moeten voldoen, hun in het vaarwater zouden zitten.

02.04 Minister Sabine Laruelle (Frans): In België zijn het de Belgische regels voor de toegang tot het beroep die primeren.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Sabien Lahaye-Battheu aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "het statuut van meewerkende echtgenote" (nr. 3961)

03.01 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Begin april maakte UNIZO cijfers bekend over het aantal meewerkende echtgenotes.

In 2003 waren de meewerkende echtgenotes met bijna 60.000, in 2009 nog met 37.200. UNIZO pleit ervoor het statuut van meewerkende echtgenote te vervangen door een contract van co-ondernemer, dat voorziet in een fiscale stimulans om meewerkende echtgenotes te registreren als volwaardige zelfstandige.

Waarom is het aantal meewerkende echtgenotes zo gedaald? Wat denkt de minister over het voorstel om het statuut van meewerkende echtgenote te vervangen door een co-ondernemerscontract?

03.02 Minister Sabine Laruelle (Nederlands): Het klopt dat het aantal meewerkende echtgenotes is gedaald tussen 2003 en 2009.

In 2003 waren er 64.424 meewerkende echtgenoten, in 2009 41.200. Mogelijke verklaringen voor de daling zijn: de daling van de aangesloten zelfstandigen in bedrijfstakken als de landbouw, waar traditioneel veel meewerkende echtgenoten werkzaam waren, het verhoogde aantal associaties van vrije beroepen, de toename van het aantal vennootschappen en een gewijzigde mentaliteit bij sommige vrouwen.

Het statuut van de meewerkende echtgenote is van kracht sinds 2003 en biedt een volledige dekking onder het maximumstatuut, dat sinds 2005 verplicht is, behalve voor wie geboren is vóór 1 januari 1956. Een werkgroep van het algemeen beheerscomité besprak dit statuut al. UNIZO bracht het co-ondernemerscontract tussen echtgenoten toen al ter sprake. Dit werd nog niet in detail besproken.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van mevrouw Colette Burgeon aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "de vertraging in de realisatie van het Europese Galileosysteem" (nr. 4043)

04.01 Colette Burgeon (PS): Op 12 april jongstleden heeft China de elfde satelliet voor zijn plaatsbepalingssysteem Beidou in de ruimte gebracht. In 2020 moet dit gaan concurreren met het Amerikaanse gps, het Russische GLONASS en het toekomstige Europese Galileosysteem. Beidou zou in 2020 operationeel worden, tegelijk met Galileo of zelfs eerder, indien de Commissie blijft talmen. Bovendien dreigt Europa het moeilijk te krijgen wat de frequenties op de L-band betreft, die is voorbehouden voor gouvernementele toepassingen en uiterst precieze metingen.

De ingebruikname van Galileo was eerst gepland voor 2008 en werd al eens uitgesteld tot 2014. Voor de volledige ontplooiing van het systeem wordt nu in het meest optimistische scenario 2020 vooropgesteld. De vertraging zou met financiële problemen te maken hebben: van de nodige 3,6 miljard euro, zou er 2 te kort zijn.

Klopt die informatie? Is een alternatieve financiering mogelijk? Ontbreekt het Europa niet aan ambitie, wetend dat de Galileomarkt tegen 2020 op 240 miljard euro wordt geraamd? Wat is het Belgische standpunt in dit dossier?

04.02 Minister Sabine Laruelle (Frans): Als gevolg van organisatorische en financiële problemen liep het Galileoprogramma inderdaad grote achterstand op. Een en ander heeft echter geen invloed op de prestaties van het systeem, dat in 2020 operationeel wordt, op voorwaarde dat de bijkomende financiering wordt gevonden om alle dertig satellieten in de ruimte te brengen.

De Commissie gaat er momenteel van uit dat de volledige ontwikkeling van het systeem 1,86 miljard euro extra zal kosten. De staatshoofden en het Parlement moeten zich nog over deze kwestie uitspreken.

Het bedrag van 3,4 miljard euro dat thans gebudgetteerd is voor de periode 2007-2013, is afkomstig uit diverse begrotingslijnen van de Unie.

Wat de alternatieve financiering betreft, zou Galileo oorspronkelijk voor twee derde door de privésector gedragen worden. In 2007 bleek dat die oplossing onwerkbaar was. Na onderhandelingen werd de weg voor een openbare financiering vrijgemaakt. De Unie zal dus eigenaar van het systeem worden. De hoop dat er een alternatieve financiering zal worden gevonden, lijkt me erg klein. Het is aan de commissarissen om voorstellen te doen. Maar ik ben het niet met u eens dat het Europa aan ambitie ontbreekt: de begroting zal de echte test zijn!

De moeilijkheid bestaat erin de nodige middelen beschikbaar te stellen. Bovendien waren de oorspronkelijke kostenramingen nogal optimistisch en moeten de Europese en nationale belangen met elkaar worden verzoend. Al die factoren hebben ervoor gezorgd dat het project vertraging heeft opgelopen.

Als vijfde nettobetalder aan ESA is België altijd een betrouwbare partner van de Europese ruimtevaartorganisatie geweest. Nooit zijn we echter onze nationale belangen uit het oog verloren, aangezien elke euro die we investeren minstens één euro opbrengt voor onze onderzoekscentra en onze bedrijven.

Ik wil dat er dringend een oplossing wordt gevonden voor het financieringsprobleem. Op ruimtevaartgebied verlopen er soms meerdere jaren tussen het ogenblik waarop het geld wordt vastgelegd en het ogenblik waarop er effectief wordt betaald. Het systeem van de eenjarige begroting dat door de Europese Unie wordt toegepast, beantwoordt niet altijd aan de noden. Misschien moeten er voor sommige programma's meerjarenfondsen worden gecreëerd. We wachten dus de voorstellen van de Commissie af.

04.03 Colette Burgeon (PS): Het is dus niet zeker dat het project tegen 2020 rond zal zijn. En aangezien de technieken erg snel evolueren, zal het project misschien moeten worden aangepast. Onze speerpuntbedrijven en onze onderzoekscentra zijn de dupe van heel deze historie, aangezien de *return on investment* op zich laat wachten.

Europa mag in dit belangrijk domein geen achterstand oplopen.

04.04 Minister **Sabine Laruelle** (*Frans*): Daarover ben ik het met u eens, net als over de begrotingskwestie trouwens. Ik zal de ambitie van de Commissie beoordelen in het licht van de begrotingsvoorstellen. Tal van commissarissen kijken met een begerig oog naar de begroting van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, maar ik ben van oordeel dat men dat beleid niet mag afbouwen om een ander beleidsdomein te financieren. We zullen creatief moeten zijn om de nodige middelen te vinden.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Minister Magnette is net aangekomen voor het tweede deel van de vergadering.

De behandeling van de vragen wordt geschorst van 11.13 uur tot 11.30 uur.

05 **Vraag van de heer Bert Wollants aan de minister van Klimaat en Energie over "de evaluatie van het akkoord en de gedragscode voor energieleveranciers" (nr. 3856)**

05.01 **Bert Wollants** (N-VA): In 2004 werd een gedragscode ingevoerd voor energieleveranciers, met de bedoeling de consument beter te beschermen. In 2006 werd een en ander bijgesteld.

Is er op dit moment al een grondige evaluatie beschikbaar van die gedragscode? Zijn er inbreuken op de gedragscode gemeld? Is er nood aan bijsturing?

05.02 Minister **Paul Magnette** (*Nederlands*): In 2008 werd het akkoord nog eens aangepast, in overleg met de energieleveranciers, om de leesbaarheid van de energiefactuur te verbeteren. Sindsdien heeft de administratie een nieuwe evaluatie gemaakt, enerzijds op grond van een onderzoek van de websites van de energieleveranciers en anderzijds op basis van de klachten die de controlediensten ontvingen.

Ondertussen is ook de ombudsdienst voor energie operationeel geworden. Die houdt bij klachten rekening met de regels uit het akkoord over de gedragscode. Het lijkt mij aangewezen om de bemiddeling van de ombudsdienst eerst te evalueren alvorens het akkoord opnieuw aan te passen. Zowel de praktijkervaring als de deskundigheid van de FOD Economie zijn allebei heel belangrijk om een en ander te evalueren en eventueel aan te passen.

In 2006 kwamen bij de algemene directie Controle en Bemiddeling 2.763 klachten binnen, in 2007 waren dat er 5.630, in 2008 4.129, in 2009 2.734 en in 2010 1.168. Het aantal klachten daalt sinds 2007 dus voortdurend.

Voor juiste gevolgtrekkingen zouden ook de cijfers van de ombudsdienst en van de gewestelijke bemiddelingsdiensten erbij moeten worden genomen.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 3879 van mevrouw Musin wordt ingetrokken.

06 **Samengevoegde vragen van**

- de heer Bert Wollants aan de minister van Klimaat en Energie over "de invoer van kernafval" (nr. 3885)
- mevrouw Karin Temmerman aan de minister van Klimaat en Energie over "de invoer van nucleair afval in België" (nr. 3933)
- mevrouw Karin Temmerman aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de invoer van nucleair afval in België" (nr. 3934)
- mevrouw Catherine Fonck aan de minister van Klimaat en Energie over "de verwerking van Duits kernafval door Belgoproces" (nr. 3976)
- de heer Kristof Calvo aan de minister van Klimaat en Energie over "de invoer van Duits laagradioactief materiaal" (nr. 4178)

06.01 **Bert Wollants** (N-VA): Belgoproces heeft van de overheid groen licht gekregen om 120 ton laagradioactief afval uit Duitsland in te voeren. Het gaat hierbij om materiaal uit de medische sector:

röntgenfoto's, schorten en dies meer.

Wanneer heeft de regering die beslissing genomen? Is er overleg geweest met de Gewesten?

06.02 Karin Temmerman (sp.a): Kunnen wij inzage krijgen in de formele beslissing zodat wij kunnen nagaan op welke manier die werd genomen?

Wat was de motivatie om het dossier goed te keuren? Voldoet de invoer aan de wetgeving? Welke bijzondere voorzorgsmaatregelen zullen worden getroffen om het transport zo veilig mogelijk te laten plaatsvinden? Welk parcours zal het afval volgen? Is deze invoer het begin van veel meer?

06.03 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Er is 120 ton medisch laag radioactief afval uit Duitsland op komst.

Welke argumenten lagen aan de basis voor het groen licht voor dit transport? Past dat wel binnen het kader van lopende zaken? Welke initiatieven werden genomen om het Parlement, de publieke opinie en de inwoners van Mol en Dessel te informeren? Heeft de regering voorwaarden gekoppeld aan de vergunning? Werd er intussen al een conventie afgesloten?

In geval een nieuwe regering beslist om dat afval niet te importeren, welke clausules zijn er ter zake opgenomen in die conventie? Is er ooit dergelijk afval van Belgische oorsprong verwerkt in het buitenland?

06.04 Minister Paul Magnette (Nederlands): Op 2 juni 2006 heeft de toenmalige ministerraad – in volle bevoegdheid! – ingestemd met de mogelijkheid om buitenlands afval te verwerken in de installaties van Belgoprocess in Dessel, mits voldaan werd aan een aantal strikte voorwaarden. Op 26 september 2006 heeft de raad van bestuur van NIRAS deze voorstellen goedgekeurd.

De voorstellen werden door NIRAS aan de overheid overhandigd op 9 oktober 2006. Op 27 juni 2008 heeft de raad van bestuur van NIRAS het procedurereglement *Procedures and Regulations Belgoprocess NIRAS for Foreign Waste* goedgekeurd. Een herziening van het procedurereglement werd door de raad op 25 juni 2010 goedgekeurd.

Op 27 juni 2008 werden de algemene principes bepaald van de raamovereenkomst tussen NIRAS en Belgoprocess voor de verwerking van radioactief afval van buitenlandse oorsprong. Daarnaast werden de algemene principes vastgelegd van de meerpartijenovereenkomst tussen NIRAS, Belgoprocess, de aanvrager van de verwerking van buitenlands afval en het land van herkomst van het betrokken afval. In die overeenkomst moesten onder meer garanties worden geboden betreffende de terugname van het verwerkte buitenlandse afval door het land van herkomst.

De voorwaarden van de ministerraad van juni 2006 evenals de drie vermelde documenten moeten garanderen dat de verwerking van buitenlands afval in de installaties van Belgoprocess in Dessel in veilige omstandigheden en tegen de juiste economische voorwaarden zal verlopen.

In 2009 werd een aanvraag ontvangen van het Duitse bedrijf Nuclitec voor de verwerking van 120 ton laagradioactief afval uit de medische sector. De aanvraag werd behandeld overeenkomstig het procedurereglement. Het aanvraagdossier werd ter goedkeuring voorgelegd aan de raad van bestuur van NIRAS op 10 december 2010. De raad stelde vast dat volledig voldaan werd aan de gestipuleerde voorwaarden en dat er rekening werd gehouden met het advies van het FANC. Daarbij is Duitsland verplicht om het betrokken radioactieve afval na verwerking terug te nemen. Daarom heeft de raad van bestuur van NIRAS op 10 december 2010 het aanvraagdossier goedgekeurd en volmacht verleend om het dossier voor te leggen aan de toezichthoudende overheid van NIRAS.

Het dossier werd door NIRAS aan mij en aan de minister van Ondernemen en Vereenvoudigen overhandigd op 13 december 2010. In samenspraak met de minister van Binnenlandse Zaken hebben wij op 3 maart 2011 NIRAS toestemming gegeven om de meerpartijenovereenkomst te ondertekenen voor het verwerken van de betrokken partij radioactief Duits afval in Dessel.

Aan die toestemming werden de volgende bijkomende voorwaarden gekoppeld. Ten eerste moet er altijd voorrang gegeven worden aan de verwerking en conditionering van Belgisch afval. Ten tweede moet er twee

keer per jaar aan de raad van bestuur van NIRAS verslag worden uitgebracht. Ten derde moet Belgoprocess de kosten en resultaten van alle commerciële activiteiten duidelijk en afzonderlijk registreren in zijn analytische boekhouding. Ook hebben wij gewezen op de noodzaak dat Belgoprocess moet beantwoorden aan de opmerkingen die het FANC geformuleerd heeft in de recente veiligheidsaudit van het bedrijf.

Het Duitse ziekenhuisafval wordt verwerkt in CILVA. Die installatie wordt sinds jaren niet op volle capaciteit benut als gevolg van de beperkte aanvoer van Belgisch laagradioactief afval. De mogelijke verwerking van buitenlands afval in de installatie kan leiden tot een verbetering van de gebruiksgraad van de betrokken installatie. Bovendien kan daardoor een deel van de vaste kosten verhaald worden op het buitenlandse afval. De verwerking van buitenlands afval is bovendien ook voordelig voor de werkgelegenheid in de streek.

De vereiste invoervergunning kan pas afgeleverd worden door het FANC wanneer aan alle relevante wetgeving voldaan is. Minister Turtelboom heeft ons op 10 februari 2011 het positieve advies van het FANC bezorgd. Er zijn dus geen veiligheidsproblemen en het betrokken afval voldoet aan de voorwaarden. Vooraleer het vervoer mag plaatsgrijpen, moet het FANC de vereiste invoervergunning afleveren, met respect voor de voorwaarden van het KB van 20 juli 2001. Voor meer inlichtingen op dat vlak verwijst ik naar de minister van Binnenlandse Zaken.

Het FANC heeft ook een compliance audit gepland alvorens de vervoervergunning zal worden uitgereikt. Bovendien voorziet het FANC in inspectie tijdens het vervoer.

Is met dit dossier het startschot gegeven voor meer of blijft het een uitzondering? Elk concreet dossier voor de aanvraag van verwerking van buitenlands afval in België wordt geval per geval beoordeeld. De aanvraag voor de verwerking van 120 ton Duits ziekenhuisafval is het eerste concrete dossier dat op die manier werd beoordeeld en aan alle voorwaarden voldoet. Belgoprocess heeft nog andere aanvragen ontvangen, maar die hebben tot nu toe niet geleid tot een formeel aanvraagdossier bij NIRAS.

06.05 Bert Wollants (N-VA): Het is inderdaad de eerste keer dat wordt gekeken op welke manier buitenlands afval hier kan worden verwerkt. Als wij de capaciteit en de expertise hebben, zie ik ook niet in waarom wij dat niet zouden doen.

06.06 Karin Temmerman (sp.a): Het is nog niet duidelijk hoe het Parlement en de publieke opinie in de toekomst zullen worden geïnformeerd over eventuele nieuwe aanvragen. Zullen de plaatselijke autoriteiten worden verwittigd als het transport via hun grondgebied verloopt?

06.07 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Dit transport is minder onschuldig dan het lijkt en volgens ons is dit geen beslissing die kan in een periode van lopende zaken. Als economische rentabiliteit het criterium wordt voor het beslissen over nucleair afval, dan is de volgende stap snel gezet. Ik merk op dat het Belgoprocess zelf is en niet het FANC dat gezegd heeft dat alles spoort met de wetgeving. In de veiligheidsaudit van Belgoprocess vanwege het FANC staat onder meer: geen veiligheidscultuur, geen beleid inzake brandveiligheid, onvoldoende zicht op binnenkomend materiaal. Dat zijn toch geen kleine opmerkingen. Mijn fractie heeft daarmee een zeer groot probleem.

Het incident is gesloten.

07 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Karin Temmerman aan de minister van Klimaat en Energie over "de voordelen verbonden aan dieselloertuigen" (nr. 3886)
- de heer Bert Wollants aan de minister van Klimaat en Energie over "het rapport over de negatieve effecten van dieselmotoren" (nr. 3921)
- de heer Joseph George aan de minister van Klimaat en Energie over "de bevindingen van het rapport van de milieuministers met betrekking tot diesel" (nr. 3924)
- de heer Willem-Frederik Schiltz aan de minister van Klimaat en Energie over "het regeringsbeleid inzake dieselmotoren" (nr. 3972)
- de heer Jef Van den Bergh aan de minister van Klimaat en Energie over "de ministeriële overeenkomst over de aanpak van de verdieselijking" (nr. 4027)

07.01 Karin Temmerman (sp.a): België overschrijdt met maar liefst 43 procent de Europese norm inzake

luchtkwaliteit die al in 2010 moest worden gehaald. Een van de oorzaken is het wegverkeer. We moeten het autogebruik zo veel mogelijk terugdringen. Een ander probleem zijn de fiscale voordelen voor dieselwagens. Op 31 maart 2011 vond een conferentie plaats met de minister van Leefmilieu over het afbouwen van de voordelen voor dieselwagens.

Welke voorstellen werden in het rapport van deze conferentie geformuleerd? In de begroting vind ik er in elk geval niets van terug. Welke stappen moeten worden gezet om het gebruik van dieselmotoren te verminderen? Is er overleg geweest met de sector? Wat is het verband tussen de werkgroep die zich over deze kwestie moet buigen en de korting voor de aankoop van milieuvriendelijke wagens?

07.02 Bert Wollants (N-VA): Ook ik zou graag weten welke voorstellen de minister zal doen op basis van de bevindingen van het rapport.

Wat betekent dit concreet voor het federale ondersteuningsbeleid voor dieselwagens?

Het luchtkwaliteitsbeleid is een bevoegdheid van de Gewesten, die op dit vlak al maatregelen nemen. Hoe kan de federale overheid het regionale beleid versterken in plaats van het tegen te werken?

Kan de commissie het integrale rapport ontvangen?

07.03 Joseph George (cdH): Volgens de pers zou er in een rapport van de vier milieuministers, de federale minister en de gewestministers, met een beschuldigende vinger gewezen worden naar diesel, die schadelijker zou zijn voor de gezondheid en het milieu dan andere brandstoffen. In het persbericht staat dat een herziening van de fiscaliteit van de brandstoffen, de CO₂-premies en de regeling inzake de bedrijfswagens noodzakelijk is.

Kunt u dit rapport aan de parlementsleden bezorgen?

Wat zijn de mogelijke pistes? Bent u van plan om snel concrete maatregelen te treffen?

07.04 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Door wagens met een lage CO₂-uitstoot fiscaal aan te moedigen, tonen we dat de *green tax shift* niet louter beteugelend maar ook belonend kan werken. Het wordt nu tijd om verder te kijken. De roep om over te schakelen op een systeem van uitstootcertificaten ter vervanging van de huidige subsidieregeling klinkt steeds luider.

Hoe staat de minister daartegenover? In welke mate zal tijdens de gesprekken met de sectoren en de andere regeringen rekening worden gehouden met de resultaten van het wetenschappelijk onderzoek?

07.05 Jef Van den Bergh (CD&V): Na de onderzoeken van de KUL en de VAB over het gebruik van dieselwagens, stelden ook de ministers van Leefmilieu een document op met een aantal voorstellen, zoals een betere verdeling van de brandstofaccijnzen, een herziening van het bonussysteem inzake CO₂-uitstoot en de aanpassing van de belasting op bedrijfsauto's.

Wat is de status van deze overeenkomst? Kan ze aan het Parlement worden bezorgd? Wordt er nog overlegd met de sector? Welke maatregelen worden voorgesteld om het 'verdieselen' tegen te gaan?

07.06 Minister Paul Magnette (Nederlands): Op initiatief van de Gewesten is dit probleem tijdens de interministeriële conferentie Leefmilieu ter sprake gebracht. De aanleiding was het feit dat België de Europese normen inzake luchtkwaliteit niet haalt.

Daarom werd een werkgroep opgericht die zich moet buigen over de maatregelen om de vervuilende uitstoot van voertuigen te verminderen. Op 31 maart 2011 heeft de werkgroep een nota bezorgd aan de interministeriële conferentie over de federale maatregelen inzake vervoer. Op de volgende vergadering zullen wij een nota krijgen over de gewestelijke maatregelen. Pas dan zullen wij over het volledige verslag beschikken. Zodra het volledige verslag er is – wellicht in het najaar – volgt een formeel overleg met de sector.

De nota stelt duidelijk dat we onvoldoende vat hebben op de vervuilende uitstoot van de vervoerssector. De

overheden moeten meer aandacht hebben voor de toename van het aantal afgelegde kilometers en de 'verdiepseling' van het autopark. Opdat het federale beleid zou bijdragen aan de inspanningen van de Gewesten worden aanpassingen aan de fiscale verminderingen en accijnzen voorgesteld.

(Frans) De gewestministers van Milieu moeten de nota ter goedkeuring voorleggen aan hun respectieve regering. De ministers-presidenten van de Gewesten zullen het document aan de eerste minister moeten bezorgen. De nota zou als werkdocument beschikbaar moeten zijn bij de formele goedkeuring van de notulen van de interministeriële conferentie van 31 maart, en vormt een stap in de richting van een gemeenschappelijke visie van de deelgebieden en de federale overheid inzake de luchtkwaliteit.

07.07 Karin Temmerman (sp.a): De verhoging van de taks op diesel zal niet volstaan voor een betere luchtkwaliteit. Daartoe is een globaal plan nodig om het openbaar vervoer en het gebruik van de fiets te stimuleren, wat een samenwerking vereist met de Gewesten.

07.08 Joseph George (cdH): Als we onze landgenoten ertoe willen aanzetten om voor alternatieve verwarmingsbronnen of vervoersmodi te kiezen, dan moeten we snel over precieze gegevens beschikken.

07.09 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): De heer George haalt me de woorden uit de mond. Een bepaalde omslag is nodig en daarom had ik gehoopt om de persoonlijke visie van de minister te kennen over een uitstootcertificatensysteem. We zullen de nota afwachten.

07.10 Jef Van den Bergh (CD&V): De status van de nota is nu duidelijk. In ieder geval moeten we hier verder over nadenken in de commissie. We hebben ook een aantal voorstellen ingediend, zoals de herziening van het bonussysteem voor CO₂-vriendelijke voertuigen. Volgens mij moeten die normen ook ambitieuzer worden, met een onderscheid tussen diesel en andere brandstoffen. Ons voorstel over aardgas komt in deze context zeer weinig aan bod, maar vanwege de voordelen moeten we ook dit denkspoor volgen.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van de heer Willem-Frederik Schiltz aan de minister van Klimaat en Energie over "slimme netten" (nr. 3946)

08.01 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Op 4 april publiceerde het Internationaal Energieagentschap (IEA) de *smart grids technology roadmap*. Dat is een rapport met een consensusvisie van meer dan 200 academici, industriëlen, overheidsvertegenwoordigers en vertegenwoordigers van de consumenten over de stand van zaken van de slimme netten en de voorspellingen over het gebruik ervan tot 2050. Volgens het IEA zijn de investeringen in slimme netten cruciaal voor de verdere ontwikkeling van schone en betaalbare energie: zij kunnen decentraal geproduceerde stroom – zoals windenergie en zonnepanelen – efficiënt verdelen. Bovendien kunnen zij de kostprijs van de elektriciteit temperen. Daarom vraagt het IEA dat alle overheden terzake een consistent beleid uitwerken, met aandacht voor internationale samenwerking.

Wat is de stand van zaken in België? Welke proefprojecten liggen klaar? In hoeverre deelt België nu reeds zijn kennis over slimme netwerken met andere landen? Is de minister bereid om volop in te zetten op deze netwerken?

08.02 Minister Paul Maignette (Nederlands): De Belgische netwerkkoperatoren zijn betrokken in onderzoeks- en demonstratieprojecten om samen met de fabrikanten de technologie voor slimme netwerken te ontwikkelen en uit te testen. Zij doen daartoe een beroep op Belgische en buitenlandse universiteiten en researchcentra en zij werken samen met buitenlandse collega's. Het merendeel van deze projecten wordt gefinancierd door de netwerkkoperatoren, met steun van Europese fondsen.

De *technology road map* geeft aan dat naast onderzoek en ontwikkeling ook aandacht moet worden besteed aan proefprojecten waarbij de ontwikkelde technologie aan de reële omstandigheden wordt onderworpen. Momenteel lopen zo tien projecten in België. De Belgische overheid is ook actief op verschillende fora waar *best practices* rond slimme netwerken worden uitgewisseld.

Elia heeft het initiatief genomen een coördinatie op te zetten tussen diverse gridoperatoren. Door de overname van het Duitse transmissienet heeft de Elia-groep directe toegang tot de ervaring van de Duitse

netbeheerder. Bovendien is Elia lid van een associatie van de veertien grootste netwerkoperatoren, waardoor met de belangrijkste wereldspelers ervaringen kunnen worden uitgewisseld.

Veel van de proefprojecten worden georganiseerd binnen een Europees kader. Er is een constante uitwisseling van ervaringen en kennis. Er worden geregeld evenementen georganiseerd, waaraan België overigens steeds deelneemt.

08.03 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Dit is allemaal zeer bemoedigend nieuws.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van de heer Bert Wollants aan de minister van Klimaat en Energie over "de aanbevelingen rond verwarming en isolatie" (nr. 3980)

09.01 Bert Wollants (N-VA): De minister wil tegen 2015 nieuwe normen opstellen voor verwarmingsketels, isolatie en hernieuwbare brandstoffen. Hij wil een verstrengde normering voor verwarmingsinstallaties, hoewel een recente studie aangeeft dat dit geen kostenefficiënte maatregel is. Hoe zit het dan met de omzetting van de richtlijn 2009/28? De minister kondigt ook nieuwe normen aan voor isolatie, hoewel de Gewesten op het vlak van energieprestatieregelgeving het nodige doen. Dit lijkt mij niet efficiënt.

09.02 Minister Paul Magnette (Nederlands): Isolatie van gebouwen moet zorgen voor substantiële reducties van de uitstoot van luchtverontreinigende stoffen. Wij moeten zo snel mogelijk zorgen voor tastbare resultaten.

In het licht van de regionale inventarissen zal het Federaal Milieuagentschap van de FOD Volksgezondheid nieuwe strengere uitstootnormen voor verwarmingstoestellen motiveren.

Ik pleit voor inspanningen binnen de sectoren waar dit het meest kostenefficiënt is. Als nieuwe uitstootnormen moeten worden vastgelegd, zullen verwarmingstoestellen op gas, stookolie of met vaste brandstoffen het onderwerp uitmaken van een studie.

Het gebouwniveau is hoofdzakelijk een bevoegdheid van de Gewesten, maar het op de markt brengen van producten en materialen is een federale bevoegdheid. In België bestaat er complementaire regelgeving. Inzake de milieu-impact van producten werkt de federale overheid een uniform en eenduidig systeem uit, in overeenstemming met Europese initiatieven. De Gewesten zullen deze informatie dan kunnen gebruiken. Om de complementariteit te garanderen onderhoudt DG5 van de FOD Volksgezondheid nauw contact met de gewestelijke diensten en er zijn overlegstructuren.

Ook op Europees niveau zien we complementaire acties. Op productniveau gaat het onder meer om de richtlijn Ecodesign en de *Construction Products Regulation*, die beiden relevant zijn voor isolatieproducten. Op gebouwniveau is er de Energieprestatierichtlijn voor gebouwen.

09.03 Bert Wollants (N-VA): De minister gaat op het vlak van de uitstootnormen voor de installaties zelf op zoek naar die plaatsen waar het het meest kostenefficiënt zou kunnen zijn om in te grijpen. De studie wil echter dat er vooral wordt gefocust op de vermindering van het verbruik en niet zozeer op het opleggen van specifieke normen voor verwarmingsinstallaties.

Bij de vaste brandstoffen kan het inderdaad wenselijk zijn na te gaan wat bij de productie ervan wordt gebruikt en wat de effecten zijn op de uitstoot. We moeten echter ook een zicht krijgen op de duurzaamheidscriteria uit de richtlijn inzake hernieuwbare energie.

Inzake productnormen voor isolatie is het zo dat de energieprestatie door het volledige huis of gebouw wordt bepaald. Ik weet niet of het opleggen van normen ter zake een specifieke meerwaarde heeft.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Om 12.30 uur begint hier de commissie voor Wetenschappelijke en Technologische Vraagstukken. De minister moet ons bovendien verlaten. Er is nog tijd voor één vraag, nr. 3981 van de

heer Schiltz.

09.04 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Dus komen de vragen over de evaluatie van de nucleaire rente door de NBB niet meer aan bod. Dat kan toch niet! Ik begrijp dat de minister andere afspraken heeft, maar het is toch niet ernstig dat wij twee weken van alles in de kranten moeten lezen, terwijl we in de commissie geen vragen mogen stellen over het rapport van de Nationale Bank.

De **voorzitter**: We hebben nog tijd voor één vraag.

09.05 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Zal de minister dan vandaag geen uitleg geven over het rapport van de Nationale Bank?

De **voorzitter**: Zo is het. In deze zaal heeft om 12.30 uur de commissie voor de Wetenschappelijke en Technologische Vraagstukken plaats.

09.06 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Ik heb daar begrip voor, maar ondertussen lezen we in de kranten allerlei reacties op de diverse rapporten en kunnen wij als parlementsleden geen vragen stellen. Dat is toch niet ernstig!

10 Vraag van de heer Willem-Frederik Schiltz aan de minister van Klimaat en Energie over "de sterke reductie van interconnectiecapaciteit op 4 en 5 februari 2011" (nr. 3981)

10.01 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): De contractuele interconnectiecapaciteit van windenergie tussen België, Nederland en Frankrijk werd op 4 en 5 februari drastisch verminderd. De federale energieregulator bestudeerde de oorzaken en gevolgen van een dergelijke capaciteitsreductie. De transmissiesysteembeheerders van de Community Wind Energy-regio (CWE) beslisten om te reduceren. Ons land kende een reductie van 96 procent en Duitsland van 76 procent. De CREG vermoedt dat de hoge voorspelde windproductie in het noorden van Duitsland een van de aanleidingen is geweest. Uit metingen bleek dat de windproductie effectief te hoog werd ingeschat.

Dit alles heeft een enorme impact op onze economie, omdat er op een dag door een foute inschatting niet genoeg capaciteit gereserveerd was in het buitenland. De reeds gekende congestieproblemen tussen Duitsland en België hebben ervoor gezorgd dat de vraagprijs gigantisch de hoogte in is geschoten.

Is de minister het ermee eens dat dit de oorzaak van het probleem was? Kan hij verklaren waarom de kopers op de Belpex meer betaald hebben in vergelijking met Frankrijk en Duitsland? Waarom werd de productie foutief ingeschat? Hoe gebeuren die voorspellingen? Wat zijn de gevaren van foutieve voorspellingen? Hoe kan dit in de toekomst vermeden worden?

10.02 Minister Paul Magnette (Nederlands): De vraag is inderdaad zeer relevant, want er was wel degelijk een risico op congestie: op basis van een zeer hoge voorspelling van de windkrachtenergie voor 4 en 5 februari in een gedeelte van het Duitse net, heeft de betrokken netbeheerder afdoende gewezen op een risico op overbelasting van het net. Dat risico op congestie kon slechts worden opgevangen door plaatselijke acties in de centrale regio van West-Europa. Op de vermindering van de capaciteit heeft de Belgische markt min of meer gereageerd als een geïsoleerde markt, met hogere prijzen door het beperkte volume van vraag en aanbod. Dit onderstreept het belang van de koppeling van markten, een mechanisme dat al meer dan vier jaar met succes wordt toegepast.

Wat de cijfers betreft, moet men niet alleen rekening houden met de gemiddelde productiecijfers, maar ook met de voorspelling van de maximumwind, die in dit geval uitzonderlijk was. Door het koppelingsmechanisme van de markt kon men ook over een ruimere vraag en aanbod beschikken, waardoor men – in combinatie met de beschikbare interconnectiecapaciteit – voordeliger economische transacties kon realiseren.

Het gaat hier om het afstemmen van een grotere vraag op een groter aanbod dankzij een beter gebruik van de interconnectiecapaciteiten. Sinds 2006 werden de voordelen hiervan duidelijk aangetoond, met een betekenisvolle convergentie van de elektriciteitsprijzen op de betrokken markten.

10.03 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): De marktkoppeling tussen België en Nederland is een goede

zaak met het oog op stabiliteit en solidariteit, maar men moet natuurlijk ook kijken naar de fysieke markt. Daarom zie ik de minister veel liever werk maken van bijkomende interconnectiecapaciteit door de Ardennen. Zo zouden we in België een wat 'liquider' elektriciteits- of groothandelsmarkt krijgen en niet alleen hoeven sleutelen aan de marktmechanismen.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 12.39 uur.